



DÉCISION N° M_DEC2511_086

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de MONTIVILLIERS**,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22 ;

VU le Code de justice administrative ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 10 octobre 2022 n° 2022.10/122 donnant délégation au Maire notamment pour défendre la commune dans toutes les actions intentées contre elle devant toutes les juridictions sans exception ;

VU le budget de l'exercice 2025 ;

CONSIDÉRANT :

- que la SCI TERAPARC a déposé une demande de permis de construire le 15 novembre 2024, et qu'un arrêté de sursis à statuer sur cette demande a été pris le 8 avril 2025 ;
- que la SCI TERAPARC a formé un recours gracieux, reçu le 5 juin 2025 contre cet arrêté et qu'une décision implicite de rejet est intervenue à compter du 5 août 2025 ;
- que la SCI TERAPARC représentée par ses représentants légaux a déposé une requête devant le tribunal administratif de Rouen tendant à l'annulation de l'arrêté de sursis à statuer ainsi qu'à l'annulation de la décision implicite de rejet du recours gracieux ;
- qu'il s'agit de défendre les intérêts de la Ville de Montivilliers dans cette affaire ;

DÉCIDE :

- **de défendre** les intérêts de la Ville de Montivilliers dans cette affaire devant le tribunal administratif de Rouen et tous degrés ou ordres de juridictions.
- **de désigner** à cette fin, Maître Benoit LE VELLY, du cabinet EKIS avocats, sis 169 boulevard de Strasbourg 76600 Le Havre, pour représenter la Ville de Montivilliers dans cette affaire ;
- **de conclure** à cette fin la convention d'honoraires avec le cabinet EKIS avocats.

Imputation budgétaire

Exercice : 2025

Opération :

Sous-fonction et rubriques : 090 Interventions Économiques

Nature et intitulé : 6227 Frais d'Actes et de Contentieux

Montant prévisionnel de la dépense : 4 700 euros TTC

A Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,
Jérôme DUBOST

